

FLAMBEAU

des démocrates

HEBDOMADAIRE D'INFORMATIONS, D'INVESTIGATIONS, D'ANALYSES ET DE PUBLICITE

N°0413 du Jeudi 30 Juillet 2015



PRIX : 250 F CFA

EDITORIAL

Le mandat social à l'épreuve de la réconciliation nationale P.3

Politique des grands travaux/Des chantiers qui durent anormalement et font perdre de sommes colossales au Togo : Conséquence du refus des réformes par le tout-puissant Ayassor



P.5

Adjil Otèth Ayassor

Ninsao Gnofam

Faure interpellé

Risque de brouille diplomatique entre le Togo et la Côte d'Ivoire

Un Ivoirien brûlé vif à Lomé suscite le courroux de sa communauté P.2

Football/Congrès électif à la FIFA

Michel Platini en course

P.7

Sécurité Maritime

Sommet de l'UA

Le Togo activement dans les préparatifs



P.4

Robert Dussey, ministre des Affaires étrangères

Politique

Le CAP 2015 se vide de sa substance :

Le parti « Santé du Peuple » claqué la porte P.3

Environnement

La ville

P.4

d'Aného dans le tourment



André Johnson, ministre de l'Environnement



Michel Platini, Président de l'UEFA

Journée Mondiale de lutte contre les Hépatites

L'ONG ASADH en campagne de dépistage et de vaccination

Le monde entier célèbre chaque 28 juillet, la Journée mondiale de lutte contre les Hépatites. Le thème retenu pour l'édition de cette année 2015 est « Prévenir l'Hépatite, agir maintenant ! ». Au Togo, l'Association Sauvons l'Afrique des Hépatites (ASADH) célèbre l'événement par des campagnes de dépistage et de vaccination. L'information a été rendue publique lundi dernier au travers d'une conférence de presse.

Les hépatites B et C se transmettent par voie sanguine et sexuelle. Ils sont 10 à 100 fois plus transmissibles que le VIH et sont à la base de 2,7 % des causes de décès dans le monde. Maladies silencieuses, ces deux virus, selon les chiffres de l'OMS, causent 57% des cas de cirrhose et 78% des cancers pri-

mitifs du foie. Lesquels résultent notamment des causes alcooliques, médicamenteuses ou encore toxiques.

Au Togo, la prévalence avoisine les 15%. Ainsi, conformément aux recommandations de l'ONU à l'horizon 2018, l'Association Sauvons l'Afrique des Hépati-

tes (ASADH) fait également de la thématique, son cheval de bataille. Pour ce faire, elle multiplie des opérations d'information, de sensibilisation et de dépistage envers les populations afin d'endiguer le mal. Surtout envers les jeunes, la couche la plus exposée.

Ainsi, depuis hier mercredi 29 juillet et ce, jusqu'au 8 août prochain, se tiennent à Lomé, des campagnes de dépistage et de vaccination. Au total, quatre sites sont retenus pour ces opérations, notamment le Centre Evangélique d'Agoè, l'Eglise St Augustin d'Amoutivé, le CEG Adakpamé puis le siège social de l'ASADH à Adidogome. Spécialement pour la circonstance, les consultations, le dépistage et la vaccination sont offerts chacun à un prix forfaitaire de 1000Fcf. Ceci, contre ceux pratiqués ordinairement allant dans l'or-



Norbert Kpodoun, chargé de projet ASADH

dre de 3500 Fcfa à 6500Fcf.

Hormis ses propres actions sur le terrain, ASADH a, également à travers cette conférence de presse, exhorté le gouvernement togolais à plus d'efforts et d'engagement en faveur de cette lutte. Et

ce, avec des moyens à la hauteur de l'épidémie, un accès aux soins de qualité, la mise en place d'une plateforme hépatite puis à financer et favoriser la recherche fondamentale et clinique au Togo.

Magloire TEK0

Prix d'Excellence RDI

La Société Handling-Togo honorée

La Centrale d'Achat française René Descamps Internationale (RDI) continue de promouvoir l'excellence au Togo. Après les journalistes et les élèves, c'est le tour de la Société aéronautique Handling-Togo d'être honorée. Ceci, à travers la remise de prix d'excellence à sept (7) de ses meilleurs cadres. C'était ce lundi 27 juillet 2015 à Lomé.



Photo de famille

Et pour cause, cette Société française dit déceler en ses employés, un certain nombre de valeurs dont la qualité, la performance et l'excellence. Lesquels font d'eux, des modèles à imiter.

«Ce prix vise à promouvoir et à cultiver l'excellence dans les entreprises et ce, pour un meilleur développement de nos pays. Ainsi, il vient encourager les agents qui travaillent d'arrachepied pour un meilleur rendement de la société Handling-Togo. Mais au-delà de tout, ce prix est également un outil de travail pour les récipiendaires. Et en tant que tel, il doit rester indélébile, à conserver et à célébrer », a laissé entendre Eric Amétsipé, le Représentant-Afrique de RDI.

«C'est un sentiment de réconfort et surtout de reconnaissance qui nous anime. Nous remercions la Société RDI pour son geste qui devra nous galvaniser à plus d'engagement en faveur de la qualité dans nos prestations », s'est

exclamé Evan Pouli, Directeur de l'Exploitation de ladite Société et l'un des lauréats.

Créée en 1997, la Société Handling-Togo a un capital de 690 millions Fcfa et emploie 262 agents. Elle œuvre dans l'assistance des aéronefs, les services techniques, l'enregistrement et l'assistance des passagers, le chargement des cargos puis le règlement des litiges bagages entre-autres.

Faisant d'une pierre deux coups, RDI a également profité de cette occasion pour remettre des gilets de presse aux journalistes déjà primés dans le cadre de ce même programme de promotion de l'excellence.

Cette remise de prix, rappelons-le, s'inscrit dans la droite ligne de la célébration des cinq années d'existence au Togo de cette centrale d'achat française spécialisée dans l'aéronautique, l'hôtellerie, le ferroviaire, les BTP, le médical et paramédical entre autres.

Magloire TEK0

Risque de brouille diplomatique entre le Togo et la Côte d'Ivoire

Un Ivoirien brûlé vif à Lomé suscite le courroux de sa communauté

Les faits se sont produits dans la nuit de mardi à mercredi à Avénou, un quartier périphérique de Lomé. Soupçonné d'avoir volé une moto, un Ivoirien a maladroïtement été pris en partie puis jeté à la vindicte populaire. Dans sa mésaventure, Kwamé N'Dri Nicaise a été brûlé vif par ses gourous, sans aucune forme de procès.

Dans la foulée, un de ses collaborateurs venu à son rescousse a été sérieusement roué de coups par la foule. Grièvement blessé, ce dernier est toujours admis, jusqu'hier mercredi, aux soins intensifs dans un hôpital de la capitale. Contactés, les proches de la victime évoquent une injustice faite à leur concitoyen. Puisque, soutiennent-ils, il serait étonnant que la victime puisse voler une moto alors même qu'il possède deux voitures.

Furieux, certains Ivoiriens vivant à Lomé n'ont pas du tout caché leur colère et désarroi face à l'horreur qui venait de se produire. Dans leur déchaînement, ces derniers ont, dans la journée d'hier mercredi, fait une irruption fracassante au Consulat de la République ivoirienne au Togo. Représentation diplomatique qu'ils ont saccagée,



Vue du Consulat de la Côte d'Ivoire



Le corps sans vie de la victime

n'eût été l'intervention prompte des forces de la police. Les mutins dénonçaient ainsi le laxisme et le mutisme des autorités diplomatiques ivoiriennes sur place. Ils les accusent d'être complices, surtout face aux différents cas d'injustices que vivent depuis quelque temps de nombreux Ivoiriens vivant sur le sol togolais.

Plus grave, ces Ivoiriens surchauffés, en réplique, promettent inciter leurs frères Ivoiriens restés au pays, à la chasse aux sorcières. Ceci, en s'en prenant aux Togolais vivant actuellement en Côte d'Ivoire. D'où des craintes de jours

incertains pour les compatriotes vivant au pays des Eléphants. On craint déjà une brouille diplomatique entre les deux Etats.

Afin d'éviter que cet incident franchisse les frontières des deux pays, les autorités togolaises se doivent de réagir au plus tôt. C'est également le lieu d'appeler la population au civisme et à faire confiance aux institutions de la République. Car, nul n'a le droit de se faire justice. Quoi qu'il en soit, tous doivent recourir à la justice pour tout règlement de différends.

Magloire TEK0

EDITORIAL

Le mandat social à l'épreuve de la réconciliation nationale

Comment améliorer les conditions de vie des populations sans juguler le vivre ensemble et le savoir vivre ? Comment combattre efficacement l'extrême pauvreté si les ressentiments et les meurtrissures restent plus féroces que l'indigence ?

Fondamentalement, la réussite du nouveau projet de société décliné en plusieurs points essentiellement sur le social, dépend en partie de la convergence des volontés pour une réconciliation des populations avec leur passé. Cette volonté affichée du Chef de l'Etat à permettre aux populations de vivre ensemble et d'être en confiance a été traduite dans les faits par la mise en place de la CVJR. Aux premières heures de la prise de fonction de cette Commission, beaucoup ont été sceptiques quant à la réussite de la mission. Mais quelques années plus tard, on s'accorde à dire que Nicodème Barrigah a fait sa part en orientant Faure Gnassingbé, sur les pistes d'une réconciliation nationale réussie, seulement, la justice transitionnelle a du plomb dans l'aile puisqu'au finish, ni coupables ni bourreaux, tous victimes !

Cependant, la difficulté à mettre en œuvre la justice transitionnelle n'occultait point l'idée de la mise en œuvre des recommandations de la CVJR qui mettait en exergue le pardon, un hérisson dans la famille présidentielle : tout le monde en fait l'éloge, le Chef de l'Etat en parle chaque fois qu'il se décide à communiquer avec son peuple mais difficile de donner de la puissance au verbe "pardonner".

Toute l'équation du mandat social brandi dans l'euphorie de la victoire de la présidentielle d'Avril 2015 réside en un seul point le pardon. De nombreux Togolais, victimes des exactions de 2005, attendent la réalisation des recommandations de la CVJR, Kpatcha Gnassingbé et ses coaccusés croupissent dans les geôles des prisons du pays et demandent pardon, Pascal Bodjona continue son chemin de croix.

Il est certes vrai, la justice a suivi son cours avec une bagarre intellectuelle qui a plus ou moins assombri l'avenir de certains détenus, mais ce n'est pas pour autant que le pardon qui libère l'énergie de la liberté, s'affaisse au cachot du désespoir. Le droit a été dit, mais il y a encore une façon de mettre tous les Togolais dans le droit chemin en jouant le jeu du mandat social. La réussite du nouveau quinquennat en dépend.

Et si Faure pardonnait 70 fois 7 fois par jour comme nous l'enseignent, les Saintes Ecritures ? Et si tous les Togolais en faisaient autant ? Plus aucun acte ne serait impardonnable dans un pays où la justice a encore du chemin à faire.

Isaac Tonyi

Le CAP 2015 se vide de sa substance : Le parti « Santé du Peuple » claque la porte

Il l'a plusieurs fois rejeté, lorsque la presse s'est mise à en parler. Finalement, c'est devenu officiel. Dr Georges William Kouessan, président du parti « Santé du Peuple » quitte le Combat pour l'alternance politique en 2015 (CAP 2015).

C'est par une correspondance qu'il a signifié son départ de cette coalition de 5 partis politiques aux responsables, notamment sa présidente Brigitte Kafui Adjmagbo-Jonhson et à Jean-Pierre Fabre, le candidat du CAP 2015 à la dernière présidentielle. Les raisons de cette démission sont diverses (cf.déclaration). Mais Dr Georges William Kouessan invite la presse cet après-midi à 14 h30 dans son domicile, pour lui dévoiler ces raisons.

Avec ce départ, le CAP 2015 ne compte plus que 4 partis politiques, à savoir l'Alliance nationale pour le changement (Anc), le Pacte socialiste pour le renouveau (Psr), la Convention démocratique des peuples africains (Cdpa) et l'Union des démocrates socialistes du Togo (Uds-Togo).

Déclaration du parti « SANTE DU PEUPLE »

Dans la recherche de solution à l'absence d'alternance politique dans notre pays et dans le souci de maximiser les chances de l'opposition à l'élection présidentielle de 2015, les partis politiques de l'opposition, réunis au sein du CST et de la coalition ARC-EN-CIEL, se sont retrouvés en conclave le 1er août 2014 pour la mise sur pied d'une stratégie pour l'obtention des réformes constitutionnelles et institutionnelles d'une part et pour la recherche d'une candidature unique, d'autre part.

Cette rencontre s'est soldée, le 31 octobre de la même année, par la création de CAP 2015 (Combat pour l'Alternance Politique en 2015) et le choix du candidat unique.

CAP 2015, malgré les difficultés de tous genres, l'absence de réformes électorales franches, la campagne de mobilisation des populations par des appels au boycott, a participé courageusement à l'élection présidentielle du 25 avril 2015.

Le parti « SANTE DU PEUPLE » remercie sincèrement toutes celles et tous ceux qui ont porté leur choix sur le candidat de CAP 2015 et leur demande de garder courage et espoir.

En ce moment capital, où le parti « SANTE DU PEUPLE » décide de faire la présente déclaration, il nous paraît important de féliciter et de remercier tous les membres de cette coalition, à commencer par son abnégation. Elle a assumé cette tâche avec don de soi et disponibilité qui ont permis à la coalition de mener à bien, toutes ses activités.

C'est le lieu de féliciter également son candidat, monsieur Jean-Pierre Fabre qui n'a ménagé aucun effort pour permettre à la coalition d'atteindre son objectif c'est-à-dire, l'alternance politique en 2015. Nous saluons sa détermination et son courage qui lui ont permis d'aller, malgré l'état déplorable de nos routes, dans les contrées les plus reculées à la rencontre des populations.

Nos remerciements et félicitations vont également à Me Abbi Thessa, vice-président de CAP 2015, qui a donné tout ce qu'il avait en lui comme ressources pour que les aspirations de la coalition soient réalisées.

Nous remercions enfin tous les autres membres de CAP 2015, avec qui nous avons partagé des moments productifs, exaltants et édifiants.

Le parti « SANTE DU PEUPLE » se retire aujourd'hui, de CAP 2015, un regroupement qui s'est bien porté et qui se porte toujours bien. Cette sortie, je voudrais rassurer mes compatriotes, n'est donc nullement l'expression d'un malaise interne, comme c'est le cas, la plupart du temps, dans les regroupements politiques. Elle ne se fait que dans le souci, non seulement du respect de l'esprit du protocole d'accord signé le 31 octobre 2014, qui s'inscrivait dans le schéma d'une alternance politique en 2015, mais aussi dans celui du retour au programme d'action du parti « SANTE DU PEUPLE », élaboré depuis sa création.

En effet, le parti « SANTE DU PEUPLE » naissait pratiquement à la veille de l'élection présidentielle de 2015, au moment où le besoin d'une dynamique unitaire de l'opposition était très fort et ressenti par tous les acteurs.

C'est dans cette optique qu'il a adhéré, en mettant en veilleuse sa propre stratégie politique, d'abord à la coalition ARC-EN-CIEL, seulement une année après sa création puis à CAP 2015 quelques mois plus tard.

L'adhésion à ces grands regroupements politiques, a, à n'en point douter, renforcé la visibilité et l'expérience de groupe du parti « SANTE DU PEUPLE ». Mais un parti qui naît, doit pouvoir, également, se donner les moyens de faire ces propres expériences politiques. Il faut donc, par rapport à ce fait, que parti « SANTE DU PEUPLE » se libère temporairement des impératifs de groupe.

Ceci dit, en dehors ou au sein d'un regroupement, le combat reste le même. Nous avons fait la solennelle option de faire de l'opposition politique, nous devons, à chaque instant, être mus par une seule et unique préoccupation, la bonne gouvernance dans le cadre d'une alternance politique à la tête de notre cher pays.

Pour poursuivre, Nous dirons que nous ne pouvons pas faire ce parcours, si bref soit-il, sans éprouver un besoin de

compte rendu au peuple togolais.

En effet, les quelques mois passés dans le landerneau politique de notre pays, nous ont permis de diagnostiquer les problèmes qui minent l'opposition togolaise, auxquels nous devons, pour l'assurance d'un avenir meilleur, impérativement trouver des solutions. Il s'agit de :

- 1- La recherche permanente de l'intérêt personnel provoquant souvent l'impasse dans de nombreux débats ;
- 2- Une crise de confiance particulièrement prononcée entraînant souvent de la méfiance et des tentatives, presque systématique, de substitution des propositions des uns par celles des autres
- 3- Une représentation fortement disproportionnée entre l'opposition et le parti au pouvoir dans le système administratif de base de notre pays, facilitant souvent, l'orientation des résultats électoraux ;
- 4- Un saisissant contraste, entre les modestes moyens de l'opposition et les lourds investissements du parti au pouvoir dans les périodes électorales.

Face à ces problèmes, le parti « SANTE DU PEUPLE » propose :

- 1- La mise en veilleuse de CAP 2015, de manière à répondre à l'esprit de l'accord du 31 octobre 2014, et à mettre à plat toutes les divergences nées au sein de l'opposition et de toute la classe intellectuelle non affiliée au pouvoir, au lendemain de la création de ce regroupement. Cette mise en veilleuse, selon nous, ne devrait nullement empêcher la lutte pour le triomphe de la vérité des urnes de se poursuivre ;
- 2- Des retrouvailles au sein de l'opposition, à l'image d'états généraux, pour l'aplanissement de toutes les divergences existantes ;
- 3- Le regroupement de tous les partis politiques de l'opposition ayant en partage le principe cardinal de l'alternance politique, non plus dans un cadre formel à l'image du FRAC, du CST, de la coalition AEC ou de CAP 2015, mais dans un cadre beaucoup plus ouvert lui permettant principalement de réclamer et d'obtenir, le plus rapidement possible, les réformes politiques et électorales et surtout les moyens de sa meilleure représentation à la base en l'occurrence les élections locales.

Le parti « SANTE DU PEUPLE » souhaiterait que ces propositions suscitent d'intérêt et fassent l'objet de profondes réflexions au sein de toute la classe politique de l'opposition de notre pays.

Je voudrais, pour finir, encore une fois rassurer mes compagnons de CAP 2015 de toute mon amitié.

Vive le parti « SANTE DU PEUPLE », vive l'opposition togolaise, vive le Togo.



Sommet de l'UA sur la sécurité maritime :

Le Togo activement dans les préparatifs

Plus de 4 500, c'est le nombre de personnes attendues à ce sommet de l'Union africaine sur la sécurité maritime et le développement en Afrique, qui va se dérouler du 2 au 7 novembre prochains dans la capitale togolaise.

C'est une grande rencontre qui a pour objectif de définir une stratégie commune de lutte contre l'insécurité maritime en Afrique et promouvoir l'économie bleue marine. Au final, on en sortira avec un document devant contraindre les pays africains à respecter certaines règles maritimes : ce sera la Charte de Lomé. Le gouvernement se prépare donc activement pour faire de cet événement une grande réussite. Il a réussi à convaincre un bon nombre de pays africains qui soutiennent déjà l'événement. Dans une interview accordée au quotidien national Togopresse, le ministre des Affaires étrangères, de

la Coopération et de l'Intégration africaine, Robert Dussey se veut rassurant. « *L'ensemble du gouvernement est mobilisé. Depuis plusieurs mois, la commission scientifique préparatoire travaille sur tous les aspects de ce sommet : la sécurité, l'hébergement, la logistique, les transports, l'assainissement, la connectivité internet, etc.* », a indiqué Robert Dussey.

Pour le ministre, la réussite de ce sommet est « *un challenge pour le Togo* ». Et le chef de l'Etat s'implique personnellement dans les préparatifs. « *Depuis le dernier sommet de l'Union africaine à Lomé en 2001, il n'y a plus de grand rendez-vous dans notre pays. Cela s'explique par les difficiles moments que notre pays a traversés. Aujourd'hui, grâce aux efforts du gouvernement et de l'ensemble du peuple togolais sous la houlette du Président de la République, notre pays retrouve progres-*



Robert Dussey, ministre des Affaires étrangères

sivement sa place dans le concert des nations », a ajouté M. Dussey. Le ministre affirme que

ce positionnement n'est pas gratuit, et donc il faut redoubler plus d'ardeur pour être à la hauteur de

ce leadership. La préservation et le combat pour la sécurité et la sûreté maritimes sont très importants pour le Togo. Ils appellent à la mutualisation des efforts et des moyens pour mener, avec efficacité et succès, la lutte contre les actes de criminalité en mer et les auteurs.

A en croire les statistiques, une attaque de pirate est enregistrée par semaine dans le Golfe de Guinée. Elle se déroule dans les 38 pays côtiers. « *Le sommet va donc réfléchir sur l'ensemble de ces questions, afin de combler le vide juridique que nous déplorons tous en la matière et prendre des mesures idoines pour la protection de nos océans et nos mers, en vue de tirer profit de leur contribution au développement économique du continent* », a souligné le ministre des Affaires étrangères.

Isidore

Erosion côtière : La ville d'Aného dans le tourment

C'est ce qui ressort de la conférence animée samedi dernier par le professeur Adoté Blim Blivi à Aného, en marge des cérémonies marquant la célébration de la journée africaine de la mer et des océans.

L'érosion côtière devient aujourd'hui un véritable casse-tête pour le Togo. La ville d'Aného est particulièrement touchée par ce phénomène qui risque de l'emporter si rien n'est fait. 2,3 à 4 mètres, c'est le niveau de progression de la mer dans cette ville. « *Le résultat global c'est que d'ici 10 à 20 ans, si on reste dans la logique de l'Union Africaine 2050, vous verrez que beaucoup de parties de cette ville vont partir surtout, la partie entre la Mairie et la frontière, cette partie est la plus exposée et d'ici 10 ans tout le sable qui existe sur cette façade partira et la route qui y passe, la route internationale n'existera plus* », a déclaré Professeur Adoté Blivi.

A en croire ce professeur, il faut des gestes simples pour venir à bout du phénomène qui oblige chaque année, des gens à abandonner leurs maisons. Il faut tout simplement



André Johnson, ministre de l'Environnement

recharger les plages, en commençant par celle d'Aného. « *Face à l'épineuse question d'érosion côtière, la solution appropriée est de recharger les plages. Cela consistera à aller chercher du sable en haute mer et venir faire de la compensation. Pour le faire il faut user des moyens techniques* », a-t-il conseillé.

Les statistiques pour les années à venir étant très alarmantes, ne pas observer ces conseils serait suicidaire, selon professeur Adoté Blim Blivi.

Isidore

Dans la perspective de la mise en place de systèmes d'information énergétique dans l'espace UEMOA Des experts en conclave à Lomé

Une quarantaine d'experts en question énergétique des huit (8) pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest africaine (UEMOA) se forment à Lomé depuis le lundi 27 juillet sur les bilans énergétiques ainsi que les indicateurs énergétiques et climatiques. Organisée par l'Institut de la Francophonie pour le Développement Durable (IFDD), cette rencontre a été ouverte par le Directeur de l'Energie du Togo, Tchara-balo Abiyou.

Les participants se dotent d'outils harmonisés de collecte et de comptabilisation des données énergétiques. Lesquels devront leur permettre, à terme, d'élaborer des statistiques énergétiques fiables et régulières dans leurs pays respectifs puis effectuer surtout des analyses comparatives des situations énergétiques. Ceci, tant au point de vue des performances que celui des impacts des interventions.

A en croire le Chargé de l'Energie à l'Uemoa, cette rencontre s'inscrit dans le cadre du programme de mise en place de systèmes d'Information énergétique dans ledit espace géographique (SIE-UEMOA). Un programme qui, explique Lassane Ouédraogo, découle d'un partenariat entre la Commission de l'UEMOA et l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF).

En effet, la rencontre de Lomé fait suite à celle tenue du

30 mars au 11 avril 2015 à Saly au Sénégal, laquelle a porté sur la politique et l'économie de l'énergie. Mais pour ce conclave

Commission de l'UEMOA et la Francophonie. Ceci, à travers son organe subsidiaire IFDD. Subdivisé en trois composantes, ce projet est financé à hauteur de 5,3 millions d'Euros par l'UEMOA, l'OIF, la firme canadienne ECONOLER et le Fonds RenewableEnergy and EnergyEfficiencyPartnership (REEEP) basés en Autriche. Il démarre en 2016 ceci, après sa



Photo de famille des participants

de Lomé, les travaux sont à l'occasion essentiellement axés sur la confection de bilans énergétiques et sur les indicateurs énergétiques dans cet espace géographique.

Le projet SIE-UEMOA découle d'un partenariat entre la

phase pilote menée entre 2005 et 2007.

La rencontre sur les bilans énergétiques et les indicateurs énergétiques et climatiques s'achève demain vendredi.

Magloire TEKOU

Politique des grands travaux au togo/Des chantiers qui durent anormalement et font perdre de sommes colossales au Togo

Conséquences du refus de réformes par le tout puissant ministre Ayassor

Faure Gnassingbé interpellé

Depuis quelques années, le terme "grands travaux" est sur les lèvres des tenants du pouvoir en place. Il n'y a pas un seul discours officiel dans lequel il n'est fait référence à la politique des grands travaux que avouons, le chef de l'Etat a lancée de bonne foi. Mais pour certains collaborateurs du président les grands travaux justifient tout au Togo, même la misère ambiante dans laquelle vivent la plupart des populations. Ils vont jusqu'à affirmer que si la croissance économique n'influe pas positivement sur les conditions de vie des populations, c'est parce que les fruits de cette croissance sont utilisés essentiellement dans la politique des grands travaux (construction et réhabilitation de voies de communication, notamment).

Dans les faits, l'on constate vraiment que plusieurs chantiers de réhabilitation et de construction de routes sont ouverts sur toute l'étendue du territoire au cours du deuxième mandat de Faure Gnassingbé, faisant prospérer les entreprises de Bâtiments et Travaux Publics (BTP), notamment CECO BTP, GER et EBOMAF. Au regard de ces nombreux chantiers, il est clair que pour son second quinquennat qui vient de s'achever le président a choisi de privilégier les grands travaux. Chose que nous saluons car

tion sont un élément essentiel pour le décollage économique d'un pays. C'est pour cette raison que de nombreuses populations, même dans la misère, se montrent compréhensives à l'endroit du pouvoir. Mais la durée anormalement longue des chantiers ouverts ici et là et la qualité douteuse de certaine nouvelles artères ainsi que les soupçons d'enrichissement de certaines personnes, notamment du ministre Ayassor poussent certains de nos concitoyens à penser que ce n'est pas le désir de faire décoller notre économie comme le veut Faure Gnassingbé qui est l'élément le plus déterminant dans les prises de décision de certains de ses collaborateurs. D'ailleurs, il est économiquement prouvé que les routes, à la différence de l'agriculture et de l'industrie, participent très peu à la croissance économique d'un pays.

A titre d'illustration, les voies de contournement réalisées au niveau d'Alédjo et des monts défalé ne se prêtent pas à la circulation des gros camions. En effet, elles sont très exiguës et déjà défoncées par endroit. Et pourtant cela a coûté des milliards de nos francs, de l'argent emprunté que nous tous et les générations futures allons rembourser. La voie de contournement de



Faure Gnassingbé

dans la corruption. Il se dit, de sources concordantes, que certains ministres, exigent des commissions de la part des entreprises contractantes et exécutantes des travaux qui versent des commissions à certains membres du gouvernement. Sinon comment expliquer le fait que l'Etat réceptionne des ouvrages qui ne répondent pas ?

Par le fait de certains individus véreux, le Togo a dépensé plusieurs milliards pour construire des voies de contournement qui ne sont pas adaptées à la circulation des gros camions et donc ne garantissent pas un retour sur investissement. Les conducteurs de titans pointent surtout du doigt le contournement de Défalé. Le pays est obligé aujourd'hui de trouver d'autres solutions pour faire en sorte que les transporteurs des pays de l'hinterland empruntent nos routes. A cet effet, il sera réalisé une nouvelle voie de contournement des monts défalé à partir de Tchitchao passant par Sarakawa jusqu'à Kanté, soit 54 km de route. Il s'agit en réalité d'une réhabilitation, parce que la voie est tracée depuis l'époque coloniale. La voie Tchitchao-Kanté via Sarakawa a l'avantage de desservir plusieurs cantons et villages contrairement à celle qui part du village de Défalé et qui est construite dans la brousse où il n'y a pas de populations. De façon évidente, si cette nouvelle voie est construite et mise en circulation, elle aura un impact économique certain sur les populations des villages desservis et sur tout le pays. Les revenus induits par cette route à partir du port selon que les gros porteurs seront de retour ne seront plus un manque à gagner. Cette route dessert plusieurs marchés tels que ceux de Kadjala et de Broukou (le deuxième plus grand marché de la région de la Kara).

Investir donc dans la réhabilitation de cette nouvelle voie de contournement devient une nécessité pour le Togo. Mais le drame dans tout cela, c'est qu'il y a des individus vautours qui cherchent à en profiter pour s'enrichir. Nous avons

appris que le marché de réhabilitation de cette voie serait concédé de gré à gré par le ministère des Finances à la société EBOMAF pour un coût de cinquante milliards (50.000.000.000) F CFA. Si l'information se révèle vraie Il s'agit là selon de nombreuses personnes d'une véritable aberration, car d'après plusieurs sources, le contrat de cession du marché stipulerait que ce coût peut être revu à la hausse si dans la réalisation on constate qu'il est insuffisant. Les techniciens disent, sur cette base, que l'on n'a pas besoin d'être expert-comptable pour comprendre qu'il y a tentative par des individus de s'enrichir sur le dos de l'Etat et du pauvre contribuable. Il nous est plusieurs fois revenu qu'une étude de faisabilité réalisée par un cabinet togolais en 2005 pour le compte des TP avait estimé le coût de réhabilitation de la voie Tchitchao-Kanté par Sarakawa à moins de 30.000.000.000 F CFA. Sept ans après, ce coût est presque multiplié par deux ; cela pose le problème du sérieux de ceux qui ont attribué le marché.

Quand le refus de véritables réformes dans les TP retarde la réalisation des travaux

Le Togo est en chantier, du moins dans le domaine des grands travaux. Tout le monde peut le constater au regard des nombreux chantiers ouverts sur toute l'étendue du territoire. Cependant, nombres de chantiers durent anormalement et rendent la circulation difficile, ralentissant dangereusement les activités économiques. Notre économie perd de ce fait plusieurs milliards chaque mois.

Nous avons cherché à comprendre cette situation et nous avons compris que la durée anormalement longue dans la finition des chantiers est due à la lenteur des procédures de décaissement des fonds par le trésor public. Or, ce problème aurait pu être résolu si le ministre Ayassor n'avait pas bloqué toutes les réformes nécessaires dans le domaine des travaux pu-

blics, notamment en matière de construction des voies de communication. Et pourtant déjà en 2003, le président Eyadéma avait donné le ton de la réforme du système de gestion des routes pour faire passer le Fonds d'Entretien Routier (FER) de la première à la deuxième génération. La réforme consistait à accorder une autonomie financière au FER. Ainsi, le FER devait collecter et gérer en toute indépendance les taxes sur le carburant et auprès des usagers de nos routes pour la construction et l'entretien de celles-ci. La mesure devrait permettre de réduire les délais de décaissement de l'argent et faciliter la réalisation des chantiers ouverts. La réforme devait se poursuivre pour faire passer en définitive le FER à la troisième génération (exigence de la banque mondiale) caractérisée non seulement par son autonomisation mais aussi et surtout par l'élargissement de l'assiette des fonds collectés par la mise en service des postes de péages. A cet effet, il était en outre prévu la redéfinition du rôle de la Direction Générale des Travaux Publics (DGTP) et la création d'une agence de grands travaux.

Toutes ces réformes amèneraient tous les acteurs aussi bien en amont qu'en aval à jouer leur partition en toute responsabilité et en garantissant la qualité dans le délai. Faute de quoi, les conseils de surveillance et d'administration, changeraient tout simplement les dirigeants qui devaient justifier leurs lacunes mises en évidence par les tableaux d'indicateurs préalablement définis. Il s'agit d'indicateur de réalisation, d'impact, de résultats et de performance. Cette forme de gestion des nouveaux FER (appelé à son temps Fonds d'Investissement Routier (FIR) traduisait la dynamique avec laquelle le promoteur de la réforme voulait gérer et faire gérer les infrastructures routières

Il nous souvient que ces réformes entamées par Monsieur Ferdinand Tchamsi lorsqu'il était DG des TP et FER avaient permis au FER de collecter plus d'argent qu'auparavant. A partir de 2005, le FER, de sources concordantes, engrangeait un peu plus de sept milliards contre quatre auparavant. Malheureusement, l'élan des réformes a été stoppé par le ministre Ayassor qui a fait retourner le pays dans la première génération de gestion du système routier. Et les conséquences néfastes sont aujourd'hui visibles partout. Ce sont des travaux ouverts qu'on achève difficilement, des routes en piteux état, des transporteurs routiers qui fuient le Togo. Toutes nos tentatives pour joindre le ministre Ayassor se sont révélées vaines. Nous y reviendrons.

Hussein

Ce sont des travaux ouverts qu'on achève difficilement, des routes en piteux état, des transporteurs routiers qui fuient le Togo.

notre capitale lomé rayonne de plus en plus avec de nouvelles artères. Mais le problème est que malgré ces efforts du chef de l'Etat les conditions de vie quotidienne de nos populations sont précaires. Près de 60% vivent encore en dessous du seuil de pauvreté. Le régime lui-même en est conscient ; c'est ce qui justifie le fait que le président Faure Gnassingbé a mis son troisième mandat sous la bannière du social. Peu de Togolais qui ont pourtant massivement voté pour la réélection du chef de l'Etat croient en cette promesse, depuis le maintien et le renforcement des pouvoirs du ministre Ayassor. D'ailleurs, la dernière augmentation, sans raisons valables, du prix des produits pétroliers sont une illustration.

Les voies de communica-

Défalé, longue seulement de douze (12) kilomètres a, de toute vraisemblance coûté près de quinze milliards (15.000.000.000) F CFA. Malheureusement à cause de l'exiguïté de ces voies de contournement et l'état déjà défectueux, en très peu de temps, de nombreux transporteurs des pays de l'hinterland préfèrent passer par la Côte d'Ivoire, le Ghana et le Bénin. Cette situation fait perdre des sommes colossales au Togo. A cette allure, le retour sur investissement risque d'être très compliqué. La dernière augmentation assassine du prix du carburant peut trouver son explication dans le manque à gagner sur nos routes. D'après de nombreux experts en BTP que nous avons contactés, l'adaptation des voies nouvellement construites trouve son explication

Tournée de Barack Obama en Afrique

Une visite en quatre points

Du 25 au 28 juillet derniers, le Président américain s'est successivement rendu au Kenya, sa terre natale puis en Ethiopie. Une visite, somme toute, enrichissante et pleine d'engagement et de leçons. La lutte contre le terrorisme, les échanges commerciaux entre l'Afrique et le reste du monde, l'égalité de droits pour les homosexuels, la leçon de morale infligée aux chefs d'Etat africains mordus du pouvoir, tels sont les quatre points autour desquels, a tourné cette visite.

D'entrée au Kenya, le locataire de la Maison Blanche ne s'est guère retenu de rendre hommage au continent noir. «Je voulais être ici parce que l'Afrique est en marche, l'Afrique est l'une des régions du monde à la plus forte croissance. Les gens sortent de la pauvreté, les revenus sont en hausse, la

dent américain qui en profite pour appeler le reste du monde à bannir les clichés et tourner ses regards vers ce continent en plein essor.

S'agissant de la lutte contre le terrorisme, Barack Obama a promis une coopération renforcée, notamment contre le groupe islamiste Shebab qui



Barack Obama et le président Kenyan

ce faire, «Nous avons de façon systématique réduit les territoires que les shebab contrôlent.

pas dire que le problème est résolu», reconnaît-il.

Comme l'on pouvait s'y attendre, le Président américain a également abordé l'épineux sujet concernant l'homosexualité : «J'ai été constant à travers toute l'Afrique là-dessus. Quand vous commencez à traiter les gens différemment, parce qu'ils sont différents, vous vous engagez sur un terrain où la liberté s'érode », a-t-il insisté. En réplique, Uhuru Kenyatta, à l'instar de son homologue Sénégalais Macky Sall, n'a nullement pas fléchi face à cette demande de l'hôte américain. « Il y a des choses que nous pou-

vons admettre mais que nous ne partageons pas. Il est très difficile pour nous d'imposer à la population ce qu'elle n'accepte pas elle-même. C'est pour cela que je dis que pour les Kényans aujourd'hui, la question des droits des gays est vraiment un non-sujet », a-t-il lâché. Et de terminer en bonne dose d'humour, une qualité légendaire qu'on lui reconnaît. Ceci, au sujet de son prochain retour au bercail : «Ce que je peux garantir, c'est que je reviendrai. Mais la prochaine fois que je reviendrai, je ne porterai peut-être pas de costume », a plaisanté Barck Obama tout en rappelant que «La première fois que je suis venu en 1987, j'étais en jean et sac à dos ».

En Ethiopie lundi, dernière étape de sa visite sur le continent, le premier président américain de l'histoire a appelé, depuis la Tribune de l'UA à Addis Abeba, les dirigeants africains à vaincre le « cancer de la corruption » et à adhérer aux principes démocratiques. Ceci, conclut-il, pour que l'Afrique puisse assurer son développement.

Magloire TEK0

S'agissant de la lutte contre le terrorisme, Barack Obama a promis une coopération renforcée, notamment contre le groupe islamiste Shebab qui traumatise la région avec des attaques terroristes dont la plus récente est celle perpétrée en avril dernier contre l'Université de Garissa au Kenya.

classe moyenne croît et les jeunes gens comme vous exploitent les technologies pour changer la façon dont l'Afrique fait des affaires », a lâché le Prési-

traumatise la région avec des attaques terroristes dont la plus récente est celle perpétrée en avril dernier contre l'Université de Garissa au Kenya. Et pour

Nous avons pu réduire leur emprise réelle en Somalie et avons affaibli ces réseaux opérant ici en Afrique de l'Est », a rassuré Obama. Toutefois, «Cela ne veut

Lybie

Saïf al-Islam Kadhafi écope de la peine de mort

L'horizon est plus que bouché pour le fils de l'ex-Guide de la Jamahiriya Arabe libyenne. Et pour cause, comparait mardi dernier devant un tribunal de Tripoli, Saïf Al-Islam Kadhafi, quatre (4) ans après son arrestation en 2011. Malheureusement, sa sentence a tourné au vinaigre, de même qu'à huit de ses proches. Condamnation par contumace, telle est la recette requise contre celui qui était considéré depuis toujours comme l'héritier politique de Mouammar Kadhafi.

Ils étaient 37 dignitaires de l'ex-régime libyen à être poursuivis après la chute de Mouammar Kadhafi, tué fin 2011. Ainsi, à l'issue de ce procès tenu mardi, il résulte donc que Saïf

Al-Islam Kadhafi, (43) ans, devra passer le restant de sa vie en prison. Et pour cause, est reproché à celui qui était jusqu'hier, le potentiel successeur du Guide, d'être le meneur prin-



cipal de la ligne dure face aux manifestations.

Accusé d'assassinats, de pillages et sabotages, d'actes portant atteinte à l'union nationale, de complicité dans l'in-

citation au viol et de recrutement de mercenaires africains, ce dernier a été arrêté en Novembre 2011 et détenu depuis lors à Zentan dans le nord du pays, plus précisément à 170 km au

sud-ouest de Tripoli, par un groupe de rebelles.

Outre Saïf Al-Islam Kadhafi, huit autres proches du Guide Libyen ont également écopé de la peine capitale. Parmi eux, l'ancien chef des services de renseignement, Abdallah al Senoussi et l'ancien Premier ministre, Baghdadi al Mahmoudi.

Outre ce procès, Saïf Al-Islam Kadhafi est également soupçonné pour crime de guerre et crime contre l'humanité. A ce titre, il est devenu source de discorde entre la CPI, l'Etat libyen et la rébellion qui le détient à ce jour. Chacun réclamant sa compétence à le juger. En tout, trente-sept prévenus étaient jugés pour leur rôle dans la répression meurtrière de la révolte ayant mis fin à l'ancien régime en 2011.

Magloire TEK0



Reprise des compétitions nationales

Le blocus persiste

Annoncée pour démarrer les 08 et 22 août prochains, les compétitions de D1 et D2 pourraient ne pas se tenir aux dates prévues, et pour cause, nombres de clubs de l'élite émettent de réserves sur la reprise des activités.

La crise qui sévit au sein du Football togolais prend une autre tournure depuis la mise sur pied par la Fifa du Comité de Normalisation. Le blocage savamment orchestré par certains présidents de clubs pour empoisonner la vie d'Antoine Folly et ses collaborateurs pollue l'atmosphère. Les différentes raisons avancées par les clubs qui ne trouvent point la nécessité de concourir ne tiennent pas la route. Que ce soit Sémlassi de Sokodé, Angès de Notsè, As Togo port, Gbikinti, ou encore Dyto de Lomé, tous ont manqué de stratégie pour crier haut que la personne d'Antoine Folly leur posait problème.

Et si les raisons de ces défections étaient à chercher ailleurs ?

En poussant Gabriel Améyi à la porte de sortie, les ambitions pour chaque président de club étaient de prendre les commandes de la FTF. Rien qu'à voir la pléthore de candidatures annoncées et des intentions de candidature, l'on s'accordait à affirmer sans ambages que chaque président croyait en sa chance. La seule visée de cette course était la manne que la Fifa faisait pleuvoir sur Kégué. Même



Antoine Folly, Président du Comité de normalisation de la FTF

ceux d'entre les acteurs qui se disaient lassés de la longue crise et ont jeté l'éponge sont revenus à la charge pour rendre la pièce de la monnaie à Antoine Folly. La seconde raison de ce blocage se situe au niveau de la bourse de ces présidents dont la plupart essoufflés par les dépenses immenses effectuées ne sont point en mesure de continuer la marche avec leur club. C'est malheureusement le triste constat qui se dégage. Le seul souci pour ces derniers divisés sur la prochaine candidature puisque tous veulent être président, c'est

se partager la manne générée par la Fédération entre club. Le souci de voir leur club se doter de structures pour envisager le statut de club compétitif n'est point l'objectif.

La stratégie pour l'instant est de bouter hors le Comité de Normalisation en quête aussi d'une prolongation de son mandat et c'est le statut quo qui persiste au détriment des joueurs et entraîneurs pris en otage par la horde de présidents de club avides de pouvoir.

Del-Jo

Congrès électif à la Fifa

Michel Platini en course



Michel Platini

C'était prévisible au sortir de la dernière réunion de la Fifa qui annonçait la date du prochain congrès de l'instance. Michel Platini a officialisé sa candidature hier en se positionnant sur le départ pour la succession de Joseph Blatter.

Le successeur de Blatter a-t-il déjà un nom ? C'est la grande interrogation après l'annonce de la candidature de l'ancien capitaine des Bleus, président de l'UEFA, Michel Platini. L'homme qui, il y a quelques mois, critiquait la gestion de Blatter mais n'osa pas se présenter contre ce dernier le 29 mai pour l'élection à la présidence, tire avantage de la situation de crise que traverse l'instance suprême du Football et qui a fait démissionner son ancien mentor le 02 juin dernier. Pour Michel Platini, c'est le moment de prendre son destin en main. A 60 ans, l'ancien ballon d'or aurait l'appui de quatre Confédérations celles de l'Amérique du Nord, de l'Amérique centrale, de l'Amérique

du Sud et de l'Asie. Selon les proches de ce dernier, 140 fédérations seraient disponibles à soutenir le patron de l'UEFA pour une élection à la tête de la fédération du football mondial. Seulement la bataille pour la succession de Joseph Blatter sera plus que rude compte tenu de plusieurs contingences géo politique. La première relève de la philosophie des Fédérations africaines en perpétuel désaccord avec le Français sur ses prises de position notamment à propos des appuis financiers que Blatter a toujours offert au continent africain. La seconde contingence est plus liée à la main mise que désormais les Etats Unis voudraient subtilement avoir sur l'ex puissante Fifa qui a vu son mythe s'effriter.

La bataille pour le contrôle de la Fifa sera plus politique que sportive.

Del-Jo

Culturisme et Haltérophilie/ Amétotoa édition 2015
29 athlètes retenus pour les demi-finales

La 2^{ème} édition de la compétition de culturisme et d'haltérophilie a démarré le samedi dernier avec la phase de présélection à l'issue de laquelle, 29 athlètes ont été retenus pour les demi-finales.

Ambiance festive, prestation de plusieurs artistes de la chanson devant un grand public, voici en quelque sorte, l'atmosphère dans laquelle adeptes du body building ont démarré la présélection. Répartie en deux catégories à savoir les -90 kg et les +90 kg, la trentaine d'athlètes a subi 5 épreuves entre

autres le couché développé, le squat, l'épaulé jeté, le power lifting et le posing.

Cette dernière épreuve retiendra l'attention du public puisqu'elle met en exergue, le corps de l'athlète. Tout l'engouement de la compétition dont le niveau a été rehaussé par la présence de l'athlète international Thierry



Afanoukoé s'est résumé à cette épreuve qui a fait soulever le public.

A l'issue de ces rudes épreuves, 29 athlètes ont été retenus par le jury pour la suite de la compétition qui sera à l'étape des demi-finales le 09 août prochain à la plage de Lomé. Pour le chargé à l'organisation Lazare Kénou, le démarrage de cette 2^{ème} édition a été une grande réussite compte tenu de la motivation des

athlètes. « Je suis fier de la grande participation du public et du comportement des athlètes. Ma satisfaction est la suite logique du travail abattu par le jury, travail que tout le public a salué », a-t-il affirmé.

Notons que la grande finale de la compétition est fixée au 16 août prochain à la plage de Lomé.

Del-Jo

FLAMBEAU
hebdomadaire togolais d'information,
d'investigation, d'analyse et de publicité
des Démocrates

Récépissé n°0317/16/05/2007HAAC
Siège social : Bd du 13 Janvier,
Nyékonakpoé 06 BP. 60364 Lomé
Tél. (+228) 26 70 04 96
e-mail : Loiclate@gmail.com
Maison de la Presse Casier N°72

Directeur Général
chargé de la Publication
Loïc LAWSON
(90 34 63 25)

Directeur de la Rédaction
AGBESSI T. Isaac. (90 20 36 51)

Rédaction
Edgar K. DJISSENOU
K. Isidore
Magloire TEKOU

Stagiaires
LAWSON Boëvi Mawuëna Joseph
DOGBE-A. Koffi

PAO
Geodecom (22 48 00 32 / 92 63 85 58)
Imprimerie : St Laurent
Tirage : 3000 exemplaires

SAVOIR 6 NEWS

**La Première Agence de
Presse Privée au Togo**